Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1485

Artikel: Maisons du peuple : les édifices de classe partent à la casse
Autor: Savary, Géraldine
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1010667

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.12.2025

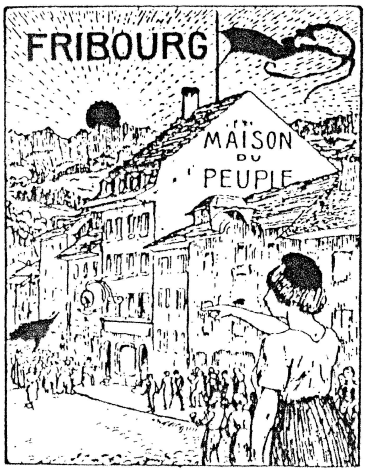
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les édifices de classe partent à la casse

De lieu charitable au monument de la classe ouvrière, la Maison du peuple a connu toutes les mutations – évolution, déclin ou transformation.

A Fribourg, l'une accueille Benetton, à la Chaux-de-Fonds, l'autre abrite les sans-papiers. Etrange destin que celui des maisons du peuple. Démolies, rachetées, transformées en hôtel, quelques uns de ces vestiges du XIXe siècle ont pourtant survécu. Non sans avoir, au fil du temps, abandonné leurs utopies premières. Retour sur image.

Edifices de classe, les maisons du peuple



sont nées à la fin du XIXe siècle, de la révolution industrielle, de la prolétarisation de masse et de la concentration ouvrière dans les villes. Les ouvriers, souvent issus de la campagne, arrachés aux métiers et structures traditionnels marqués par le corporatisme et le compagnonnage, se retrouvent déracinés, déculturisés, dépersonnalisés.

Exclus des salons aristocratiques, des cercles bourgeois et des lieux de culture, le peuple a besoin d'espaces sociaux inédits, en réaction aux conditions de travail difficiles. Le café, «salon des pauvres», constitue le premier refuge de sociabilité. On vient y lire le journal, on y discute, on rencontre ses collègues. Mais on y boit, beaucoup et on dépense la paie du mois. Or la question de l'alcoolisme occupe une large place dans le débat naissant sur le mouvement ouvrier. Soit on veut combattre ce fléau en offrant des lieux de rencontres sans alcool. Soit on veut consommer, mais avec modération et sans se ruiner.

Les modèles

Deux modèles de maison du peuple vont donc se développer. L'un s'appuie sur des œuvres philanthropiques bourgeoises, paternalistes et moralisantes. Initiatives d'associations charitables religieuses ou laïques, elles ont pour but de maintenir la paix sociale et de combattre l'alcoolisme. La première maison du peuple offrant des lieux de réunion sans proposer d'alcool est ouverte à Zurich, en 1910. Elle survivra tout de même jusqu'en 1978. De manière générale, les communes soutiennent la construction de maisons du peuple dans les quartiers populaires, afin de calmer les revendications des ouvriers et les éventuels conflits sociaux.

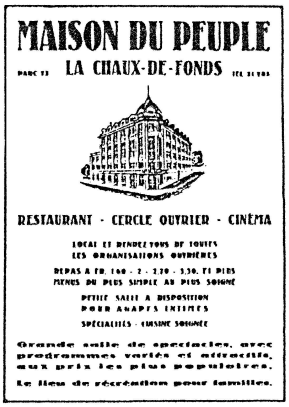
L'autre type de construction répond à une volonté d'auto-émancipation des travailleurs. La Maison du peuple revêt dans ce cas une profonde valeur symbolique: face aux monuments du passé érigés par l'autorité à travers les siècles (Parlement, cathédrales, palais, etc.), la Maison du peuple se veut monument de la classe ouvrière.

Enfin, elle se doit d'être un temple de la culture au service du prolétariat. C'est souvent le seul local à accepter les réunions de gauche. C'est là qu'ont lieu les grandes manifestations syndicales et politiques. Que se donnent les conférences destinées aux travailleurs et les cours de l'Université populaire. C'est de là que s'ébranlent les cortèges du 1er Mai. C'est là encore que l'on trouve les chœurs, les fanfares, les clubs d'échec, les bibliothèques.

La naissance des maisons du peuple répond à une exigence de classe. Pour la financer, les responsables créent des coopératives et s'adressent, entre autres, aux collectivités publiques. Quand une subvention pour une maison du peuple est soumise à votation, le projet est souvent accompagné par ceux de la commune. A Berne, par exemple, on fait voter la construction d'une Maison du peuple en même temps que le casino municipal. A Bâle, on lui associe la construction du bâtiment abritant la Bourse, à Zurich le Kunsthaus.

Le déclin

Le déclin des Maisons du peuple, après 1945, est le symptôme, parmi d'autres, du déclin plus général, voire de la disparition de la «culture ouvrière». L'intégration des socio-démocrates au gouvernement suisse, le renoncement du droit de grève et la paix du travail ont émoussé le rôle des maisons du peuple. La fréquentation diminue, les salles se vident et les difficultés économiques apparaissent. De plus, les syndicats



construisent progressivement leurs propres bâtiments afin d'y loger leur administration.

Aujourd'hui, rares sont les maisons du peuple qui ont gardé leur fonction originelle. Celle de la Chaux-de-Fonds appartient à la commune qui l'a rachetée au début des années quatre-vingt, à la suite de ses problèmes financiers, tout comme le majestueux gratte-ciel de Bienne, construit en 1932, longtemps le plus haut immeuble de la ville.

La Maison du peuple bernoise, créée en 1910 est devenu l'Hôtel Bern. Les chambres y sont chères, mais il accueille les parlementaires socialistes et les radicaux éclairés. A Lausanne, la Maison du peuple, bâtiment terne et sans charme, est sorti des chiffres rouges. Le revenu de l'immeuble atteint 688 000 fr., grâce aux loyers des appartements et surtout du restaurant et du cinéma. Si la Maison du peuple lausannoise parvient à se tirer d'affaire, elle souffre néanmoins de la désaffection des associations syndicales qui boudent des salles vétustes. Mais les travaux de rénovation permettront de rendre ces salles plus attractives et d'en augmenter la fréquentation.

A quelques exceptions près, donc, ces lieux de rencontre et de sociabilité du mouvement ouvrier disparaissent peu à peu. La faute aux partis politiques et aux syndicats qui les ont désertés ou qui ont négligé d'en assurer la bonne gestion.

Mais c'est aussi que les structures sociales ont changé. Les mouvements ouvriers ont contribué – et les maisons du peuple y ont joué un rôle moteur – à l'amélioration des conditions sociales des travailleurs, qui du coup, ne se retrouvent plus dans des lieux qui leur étaient uniquement destinés.

De plus, d'autres espaces de rencontres sont nés, dans lesquels se construisent les identités communautaires: les mouvements alternatifs revendiquent des lieux propres, les squats dressent des refuges clos, et les organisations anti-mondialisation se retrouvent plus souvent sur des forums internet que dans des salles enfumées. *gs*

Sources: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier, n° 10, Editions d'en bas, Lausanne, 1994.
Mario Scascighini, *La Maison du peuple. Le temps d'un édifice de classe*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 1991.
Consulter le site du dictionnaire historique suisse, www.dhs.ch

AVS et BNS

Qu'une passerelle soit jetée

L'initiative populaire qui propose d'affecter à l'AVS le bénéfice de la Banque nationale (sous réserve d'un milliard, réservé aux cantons) est lancée, les signatures sont récoltées.

Personne ne conteste que la fortune de la BNS pourrait être plus activement gérée, mais personne ne peut ignorer non plus que les coups de tabac, entraînant des pertes de plusieurs milliards de dollars, ont déjà été vécus. La BNS doit, par conséquent, disposer en permanence de fortes disponibilités. D'où peut-elle tirer des revenus accrus? Probablement en plaçant sur le marché financier mondial, à court terme, ses liquidités.

Pendant ce temps, le marché financier, ses incontestables abus, ses transactions sans justification commerciale, font l'objet de critiques vives. Est-il possible à la fois de souhaiter financer une (bonne) œuvre sociale par des opérations sur le marché mondial des capitaux et, en même temps de dénoncer ce marché mondial? Intellectuellement le double front est défendable pour autant qu'on admette que ce marché mondial n'est pas à condamner, mais à réguler. Mais celui qui entend successivement les deux discours souhaite qu'une passerelle soit jetée, conduisant de l'un à l'autre. *ag*

Politique agricole

Les paysans ne sont pas autistes

Pas de salaire inférieur à 3000 francs! Ce slogan syndical simple fait mouche dans le secteur agricole. La Chambre genevoise d'agriculture a accepté la revendication. Ce fait accompli met les autres cantons au pied du mur. La pression est renforcée par la controverse sur le travail au noir et les naïves confessions, décidément fortes de tabac, du conseiller national Fattebert. Pour *AgriHebdo*, il faut regagner la sympathie du public en adoptant un contrat-type pour les salariés agricoles applicable à l'ensemble de la Suisse.

Le contrat-type national redorerait le blason du monde agricole. Il lui donnerait aussi des arguments pour convaincre Berne d'assouplir sa politique d'octroi de permis pour les travailleurs des pays d'Europe centrale.

La belle unanimité qui règne au sujet du contrat-type se dissout lorsqu'il s'agit d'y faire figurer le salaire minimal adopté par les Genevois. Et pourtant, relève *AgriHebdo*, le minimum de 3000 francs permettrait le ralliement des socialistes à l'enveloppe budgétaire agricole pour la période 2004-2007. Sans trancher sur une question qui divise les Chambres d'agricultures, l'hebdomadaire relève avec insistance «ces signes politiques évidents», à ne pas perdre de vue.

Le ton des organisations agricole a changé. Au temps béni du protectionnisme agricole sans faille de la Confédération, les agriculteurs pouvaient gérer sans soucis leur domaine et ignorer souverainement les préoccupations et les états d'âme de la gauche. Aujourd'hui, les paysans sont contraints de révolutionner leur mode de travail et d'écouter d'autres opinions politiques. Et si chacun faisait comme eux? *at*